

Procès-Verbal de la séance du Conseil d'administration du 20 octobre 2022

Date : 20 octobre 2022

Année scolaire : 2022 / 2023
Numéro de séance : 2
Date de transmission de la convocation aux membres : 10 octobre 2022
1^{ère} convocation (oui/non) : oui
2^{ème} convocation (oui/non) : non
(en cas d'absence de quorum lors de la séance précédente)
Président : M JADEAU
Secrétaire de séance : Mme RIBARDIÈRE
Quorum : 13
Nombre de présents : 22

Ordre du jour

I – FONCTIONNEMENT GENERAL

- 1-1 - Composition du nouveau Conseil d'Administration (annexe 1).
- 1-2 - Composition des commissions et conseils (annexe 2).
- 1-3 - Règlement interne du Conseil d'Administration (annexe 3).
- 1-4 - Création d'une Commission permanente.
- 1-5 - Modification du règlement intérieur.

II – VIE PEDAGOGIQUE ET EDUCATIVE

- 2-1 - Rapport annuel 2021-2022 (annexe 4).
- 2-2 - Présentation des projets pédagogiques 2022-2023 (annexe 5).
- 2-3 - Compte-rendu de l'AG du FSE.

III – VIE BUDGETAIRE ET FINANCIERE

- 3-1 - Conventions (annexes 6).

IV – QUESTIONS DIVERSES

Annexes

Composition du nouveau CA (**annexe 1**)
Tableau de la composition des commissions et conseils (**annexe 2**)
Règlement interne du Conseil d'Administration – Année scolaire 2022-2023 (**annexe 3**)
Rapport annuel 2021-2022 (**annexe 4**)
Tableau prévisionnel des actions pédagogiques/éducatives – Année scolaire 2021-2022 (**annexe 5**)
Avenant à la convention CD86-collège André Brouillet-CCCP pour la mise à disposition de 2 agents de la commune pour la préparation des repas des écoles et du collège (**annexe 6.a**)
Convention CD86-collège André Brouillet-CCCP pour la préparation et la livraison des repas pour le centre de loisirs (**annexe 6.b**)
Convention collège André Brouillet-société ECOVALIM pour le retraitement des huiles et graines usagées (**annexe 6.c**)
Convention CD86-collège André Brouillet pour les modalités de mise en œuvre de la participation du collège au CDJ (**annexe 6.d**)
Conventions APEMEN-collège André Brouillet (**annexe 6.e**)
Convention CCCP-collège André Brouillet pour la mise à disposition d'animateurs jeunesse (**annexe 6.f**)
Convention collège André Brouillet-Aéro-club de Couhé-Brux pour les modalités de mise en œuvre du BIA (**annexe 6.g**)

FEUILLE D'ÉMARGEMENT
Séance 20 octobre 2022

Qualité		Titulaires		Suppléants	
		Nom - Prénom	Signature	Nom - Prénom	Signature
MEMBRES DE DROIT	Chef d'établissement	JADEAU Francis	✕		
	Gestionnaire	AYRAULT Isabelle	✕		
	CPE	DUPONT Julien	Excusé		
ELUS LOCAUX	Collectivité de rattachement	LEDEUX Jean-Louis	Excusé		
		PECRIAUX Sybil	✕		
	Commune siège	POUVREAU Laëtitia	✕		
PERSONNALITÉS QUALIFIÉES		COLIN Josette	✕		
		RANGEARD Jean-François	✕		
PERSONNELS DE L'ETABLISSEMENT	Personnels d'enseignement	DELMARLE Théo	✕		
		DUBUISSON Aurélie	✕		
		DUMAY Aurore	✕		
		LE LANNOU Marie-Anne	✕		
		RIBARDIÈRE Sandrine	✕		
		RINGUET Elizabeth	✕		
	Personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de santé	BIRAULD Sylvie	✕		
		CLÉMENT Anita	✕		
PARENTS D'ELEVES et ELEVES	Parents d'élèves	ARTAUD Mathilde	✕		
		FAUCHER Claire	✕		
		FAYOUX Emilie	✕		
		GAILLARD Lucie	Excusée	CAPERAN Stéphane	✕
		GIRAUDON Alexandra	✕		
		MALLET Séverine	Excusée	VAN HECKE Gwendoline	✕
	Elèves	ARTAUD Maëlle	✕		
		LISOWSKI Tom	✕		

Préambule.

La séance débute à 18h02, le quorum étant atteint avec 21 présents.

Désignation du secrétaire de séance.

Comme les années précédentes, M. JADEAU propose à l'ensemble des collèges représentées au CA de se répartir la prise de notes.

Il rappelle la répartition de 2021-2022 et propose la suivante pour 2022-2023 :

Octobre : professeurs et personnels éducatifs.

Novembre : ATTOSS.

Janvier-février : professeurs et personnels éducatifs.

Mars : élus et personnalités qualifiées.

Juin : parents.

Présents : 21 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 21

Mmes DUBUISSON et RIBARDIÈRE sont désignées secrétaires de séance.

Adoption du PV du CA du 08/09/2022.

Aucune remarque sur le contenu.

Présents : 21 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 21

Présentation de l'ordre du jour.

M. JADEAU rappelle que le décret n°2020-1632 du 21 décembre 2020 portant diverses mesures de simplification dans le domaine de l'éducation supprime l'adoption de l'ordre du jour en début de séance qui est désormais fixé par le chef d'établissement.

Avec l'ajout d'une annexe au point 1-5, la numérotation des annexes à partir du 3^{ème} est décalée : le 4 devient le 5, le 5 le 6 etc.

Un point (DBM pour information) est ajouté dans la partie financière.

Des questions diverses ont été déposées par les représentants des parents d'élèves.

I – FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL.

1-1- Composition du nouveau CA (annexe 1).

Un tour de table est effectué afin que chaque membre se présente. L'élection des représentants au Conseil d'Administration a eu lieu le 7 octobre 2022. La participation a été la suivante :

Pour les parents d'élèves : 451 inscrits – 39.69 % de participation (35.23 l'an passé)

Pour les enseignants : 26 inscrits – 69.23 % de participation (62.07)

Pour les personnels ATTOSS : 8 inscrits – 100 % de participation (idem)

Le principal rappelle la composition pour le collège :

Membres de droit : Principal, CPE, Gestionnaire

Représentants du département : 2 représentants

Représentant de la commune : 1 représentant

Personnalités qualifiées : 2 représentants

Enseignants : 6 personnels élus

Parents d'élèves : 6 représentants élus

Personnels ATTE – ATOS : 2 personnels élus

Elèves : 2 représentants élus

Arrivée de Mme PÉCRIAUX à 18h13.

1-2- Composition des commissions et conseils (annexe 2).

Présentation de la composition. M. JADEAU précise que celle de la commission permanente sera traitée au point 1.4 et demande l'approbation de la composition du conseil de discipline.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

1-3- Règlement intérieur du CA (annexe 3).

Ce règlement intérieur a été adopté lors du CA du 26 novembre 2019 et modifié (retrait de l'approbation de l'ordre du jour à l'ouverture de séance) par le CA du 18 octobre 2021.

Aucune remarque n'est formulée.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

1-4- Création de la commission permanente.

Le décret n°2020-1632 du 21 décembre 2020 portant diverses mesures de simplification dans le domaine de l'éducation stipule que le CA lors de sa 1^{ère} réunion qui suit son renouvellement annuel se prononce sur la création d'une commission permanente et sur ses compétences.

Ces compétences sont définies par l'article R421-20 du Code de l'Éducation. M. JADEAU les précise. Cela étant, la Commission permanente peut émettre un avis sur toute question sur laquelle le CA souhaite l'interroger.

M. JADEAU présente le fonctionnement d'une Commission permanente et rappelle que l'an passé, le conseil d'administration s'est prononcé contre la création de cette Commission, les questions traitées lors de cette commission étant nécessairement évoquées à nouveau lors du Conseil d'administration.

M. RANGEARD demande comment se fera alors la répartition de la DGH. M. JADEAU explique que cette répartition fait l'objet d'un travail en amont. Celle-ci est présentée lors d'un conseil pédagogique aux enseignants, avec une proposition de répartition des heures. Un second conseil pédagogique valide les propositions, après réflexion des enseignants. La décision finale revient au chef d'établissement. M. CAPÉLAN demande ce qu'il se passe en cas de non validation par le CA. M. JADEAU répond que la décision finale après deux refus du CA revient au chef d'établissement.

M. JADEAU propose de ne pas créer de commission permanente et suggère donc aux membres du CA de voter contre la proposition de création.

Le vote porte sur la création de la commission permanente.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 22 Pour : 0

1-5- Modification du règlement intérieur (annexe 4).

M. JADEAU présente l'ajout au point 6.1 du règlement intérieur d'une punition, la confiscation du téléphone portable ou d'un dispositif connecté non autorisé. Dans l'annexe 2 de ce même règlement, les modalités de restitution sont précisées. Ces objets pourront être confisqués en cas d'utilisation et aussitôt déposés dans le bureau de M. JADEAU, pour une récupération à la fin des cours du fautif. Il s'agit d'actualiser notre RI et de cadrer juridiquement la confiscation du téléphone portable ou de tout autre objet connecté non autorisé.

Mme RINGUET intervient, pensant que la confiscation n'était pas autorisée. M. JADEAU la rassure et indique qu'on veillera à ce que cette confiscation se fasse en toute sécurité : le téléphone sera apporté au chef d'établissement dans les plus brefs délais pour éviter tout risque de casse ou de perte.

Mme RINGUET demande ce qu'il se passerait en cas de portable abîmé pendant qu'il serait emmené au bureau du principal. M. JADEAU répond que l'assurance interviendrait puisque cette confiscation entre dans un cadre juridique. Mme DUMAY demande si cela concerne également les montres connectées, ce à quoi M. JADEAU répond par l'affirmative. Noah LISOWSKI demande si un téléphone qui vibre sera confisqué. Mme LE LANNOU répond qu'on établit une différence, selon le texte même du règlement, entre un téléphone qui vibrerait, à l'insu de l'élève, et une utilisation volontaire de ce dernier, qui serait alors sanctionnée. M. JADEAU confirme ce dernier distinguo et indique que puisqu'il s'agira d'une punition, les responsables légaux seront alertés. Mme LE LANNOU s'interroge sur la possibilité d'une information de la sanction sur Pronote faite directement par les enseignants. M. JADEAU pense cela possible.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

II- VIE PÉDAGOGIQUE ET ÉDUCATIVE.

2-1- Rapport annuel 2021-2022 (annexe 5).

M. JADEAU présente les grandes lignes de ce rapport annuel et demande s'il y a des questions ou des réactions à ce sujet. M. RENGEARD indique que certains chiffres l'ont surpris, en particulier ceux concernant les motifs d'intervention de l'assistante sociale, le pourcentage élevé de parents en difficulté, ainsi que les 38 % d'élèves concernés par des violences intra-familiales.

M. JADEAU répond que ces pourcentages sont à interpréter sur la base de l'ensemble des interventions et non des élèves, et qu'un même élève peut être l'objet de plusieurs interventions. Mme POUVREAU confirme qu'un élève n'est généralement pas vu qu'une seule fois. M. JADEAU indique qu'il faudra demander des précisions à l'assistante sociale, notamment sur le nombre de situations traitées. Il en profite pour rappeler que le collège est un établissement tranquille mais qu'il y a des situations individuelles difficiles, comme partout ailleurs. A la demande de M. JADEAU, Mme CLÉMENT confirme que les enfants sont respectueux et gentils.

M. RENGEARD souligne qu'il y a eu cependant 18 retenues et 18 observations en 6^e. Mme DUMAY, qui était professeure principale en 6^e l'an passé, explique que ces retenues sont des retenues pour manque de travail récurrent et non disciplinaires.

M. RENGEARD fait remarquer que les exclusions ont pu être nombreuses. M. JADEAU rappelle qu'elles sont souvent concentrées sur quelques élèves, qui les cumulent parfois sur une même journée. Il rappelle également qu'en effet, les exclusions doivent être exceptionnelles, mais qu'elles sont parfois nécessaires pour rétablir le calme dans la classe. Mme DUMAY indique également que ce nombre peut énormément varier selon les cohortes, que l'an passé l'une des classes de 4^e était particulièrement compliquée.

M. CAPÉLAN conclut en indiquant que cette classe difficile était cependant très bien gérée et que les élèves qui y étaient pouvaient malgré tout travailler.

2-2- Présentation des projets pédagogiques (annexe 6).

M. JADEAU présente le tableau des projets et rappelle que les séjours avec nuitées avec coût pour les familles ont été présentés lors de précédents CA. Les autres projets présentés à l'heure actuelle ne feront pas l'objet d'une demande de financement des familles.

Mme POUVREAU s'interroge sur la participation forfaitaire de la communauté de communes sur deux voyages. Mme AYRAULT répond que chaque élève ne peut pas bénéficier deux fois de l'aide proposée.

M. JADEAU aborde une première question diverse des parents et lit le courrier que lui a adressé l'association des parents d'élèves pour une demande de séjour des élèves de 3^e qui n'ont pu participer à nombre de projets compte tenu de la pandémie.

M. JADEAU se dit sensible à la demande et indique que cette question, soulevée lors de la présentation des projets et ré-évoquée par une enseignante fait déjà l'objet d'une réflexion. Aussi propose-t-il un séjour à Lathus qui combinerait temps de révisions, de travail sur l'orientation et temps d'activités de plein air. Il sollicite l'avis des élèves représentants au conseil d'administration. Ces derniers indiquent qu'ils sont en possession d'une pétition de l'ensemble des élèves de 3^e favorables à ce type de séjour.

Mme DUBUISSON rappelle la difficulté à positionner ce genre de séjour sur l'année de 3^e du fait du calendrier complexe et resserré. Une représentante des parents d'élèves demande si d'autres personnes hors enseignants sont sollicités pour l'accompagnement de ce type de séjour. M. JADEAU répond par la négative.

M. JADEAU présente le projet inter-établissements du CESCE autour des relations affectives, de la sexualité liée aux réseaux sociaux et de la prévention de la pornographie. Mme POUVREAU indique qu'elle s'interroge sur la pertinence de la thématique abordée au niveau 6^e et s'inquiète qu'on évoque la question de la pornographie auprès d'élèves aussi jeunes. M. JADEAU indique avoir toute confiance en la compagnie qui interviendra auprès des élèves, que cette dernière adaptera bien sûr le

contenu à la classe d'âge. M. CAPÉLAN signale que dès le CE2, ces sujets sont soulevés, connus de certains élèves et que ces derniers communiquent entre eux pendant les récréations. Il est donc nécessaire de faire de la prévention.

Mme DUBUISSON indique à son tour que les élèves de 6^e sont déjà sensibles à la question des réseaux sociaux et des échanges qui peuvent s'y faire (envoi de photos etc.). Mme VAN HECKE rappelle que la simple télévision véhicule déjà des images inadaptées aux enfants, aux heures des repas. M. CAPÉLAN confirme que cette année, le problème se présente en classe de CM1.

Mme POUVREAU demeure inquiète et trouve la situation en général choquante. M. JADEAU élargit la question à l'usage des téléphones en général par des enfants aussi jeunes.

Les parents d'élèves indiquent que cela peut s'avérer compliqué pour les enfants qui n'ont pas accès aux téléphones et aux réseaux, se retrouvant par-là exclus de certaines conversations.

2-3- Compte-rendu de l'AG du FSE

Mme DUBUISSON, trésorière du FSE, fait le compte-rendu de l'AG et rappelle tout particulièrement les actions menées l'an passé pour financer les projets.

Un parent d'élève demande si cette année, un animateur de la communauté de communes sera présent pour permettre l'ouverture de la salle du foyer aux élèves. M. JADEAU confirme que quelqu'un sera là les lundis et jeudis à partir du 7 novembre. Il ajoute que l'ouverture les mardis et vendredis pourra peut-être se faire avec la présence d'une personne en service civique.

Mme POUVREAU précise que ce recrutement est intéressant pour la personne concernée, du fait de l'encadrement particulier qui est celui du collège et qu'il l'est également car il permet de communiquer sur le secteur jeunes et ses actions.

III- VIE BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE.

3-1 – Conventions (annexes 7).

Mme AYRAULT présente les différentes conventions proposées au vote du CA :

- Avenant à la convention CD86-collège André Brouillet-CCCP pour la mise à disposition de 2 agents de la commune pour la préparation des repas des écoles et du collège (annexe 7.a)

C'est un avenant lié au recrutement d'un personnel. Mme POUVREAU signale une erreur sur l'article 3 concernant le mercredi et s'interroge sur la possibilité de voter ou non cette convention. Elle votera contre puisqu'elle est erronée. Mme PÉCRIAUX indique que cette convention a déjà été votée par le conseil départemental. Conclusion : il faudra un nouvel avenant.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 1 Pour : 21

- Convention CD86-collège André Brouillet-CCCP pour la préparation et la livraison des repas pour le centre de loisirs (annexe 7.b)

Mme POUVREAU s'interroge sur le délai de résiliation de 3 mois. Elle indique demander des clarifications à la CCCP et s'abstiendra en conséquence.

Présents : 22 Abstention : 1 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 21

- Convention collège André Brouillet-société ECOVALIM pour le retraitement des huiles et graines usagées (annexe 7.c)

Mme AYRAULT indique qu'il s'agit de pouvoir récupérer et recycler les huiles de cuisson, opération entrant dans le cadre de la labellisation E3D. Mme POUVREAU demande si ces huiles sont rachetées. Mme AYRAULT répond que cela est gratuit mais que la récupération est entièrement organisée par ECOVALIM.

Mme RINGUET demande l'usage qui est fait de ces huiles et Mme AYRAULT précise qu'elles sont utilisées pour des bio-carburants.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

- Convention CD86-collège André Brouillet pour les modalités de mise en œuvre de la participation du collège au CDJ (annexe 7.d)

Il s'agit d'une convention qui cadre la participation du collège à l'élection du nouveau Conseil Départemental des Jeunes pour la mandature 2022-2024. M. JADEAU indique que Garance POUVREAU et Justin HÉBRAS se sont portés volontaires. Mme PÉCRIAUX salue la présence de ces jeunes, compte-tenu de l'absence de candidats lors du précédent mandat, aucun collège du canton n'étant représenté.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

- Convention APEMEN-collège André Brouillet (annexe 7.e)

Convention pour l'organisation des répétitions et des concerts de la chorale. Mme Ayrault précise la date des représentations.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

- Convention CCCP-collège André Brouillet pour la mise à disposition d'animateurs jeunesse (annexe 7.f)

Convention qui permet d'ouvrir la salle du foyer sur 2 pauses méridiennes, les lundi et jeudi.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

- Convention collège André Brouillet-Aéro-club de Couhé-Brux pour les modalités de mise en œuvre du BIA (annexe 7.g)

Convention permettant à 8 élèves de la classe défense de préparer le Brevet d'Initiation Aéronautique avec l'aéro-club de Couhé-Brux.

Présents : 22 Abstention : 0 Nul ou blanc : 0 Contre : 0 Pour : 22

3-2- DBM pour information.

Mme AYRAULT annonce que le Conseil Départemental a voté fin septembre une rallonge budgétaire de 12800 € pour faire face à l'accroissement des coûts des fluides (chauffage, gaz et électricité).

IV- QUESTIONS DIVERSES.

1^{ère} question des représentants des parents d'élèves : actions mises en place cette année par le FSE et le calendrier.

Mmes DUBUISSON et DUMAY répondent qu'il s'agira de l'opération chocolat (actuellement en cours), de l'opération madeleines (janvier-février), de l'opération saucissons (mars-avril) du vide-greniers (mai-juin) avec une tombola en amont, ainsi que la vente de crêpes pour les portes ouvertes de l'établissement.

2^{ème} question portant sur les SMS d'informations sur les cas Covid confirmés et sur la possibilité d'indiquer la classe concernée.

M. JADEAU répond qu'il s'agit d'un message automatique unique et qu'indiquer la classe alourdirait sensiblement la manœuvre.

Un parent d'élève en profite pour indiquer qu'une pharmacie a refusé de délivrer un autotest sur la seule présentation du SMS.

M. JADEAU certifie que ce seul SMS doit suffire ce que confirment les autres parents.

M. JADEAU informe l'assemblée de l'arrivée d'une infirmière, Mme BÉCAUD, à compter du 7 novembre 2022.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h52.

Les secrétaires de séance,
Mme DUBUISSON

Le Président,
M. JADEAU



Mme RIBARDIÈRE

